

UNCLO - Working Papers - Commissions + Technical Committees - Rapporteur's Report

15 May 1945
30 June 1945

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

UN ARCHIVES

SERIES	<u>S-1018</u>
BOX	<u>05</u>
FILE	<u>03</u>
ACC.	<u> </u>

de l'Assemblée ou d'une Conférence spéciale n'obtient pas la ratification obligatoire pour son entrée en vigueur.

Malgré les arguments présentés à l'appui de ces deux thèses, le Comité s'est prononcé contre l'insertion dans la Charte d'une clause de retrait.

Certains délégués ont renouvelé leur déclaration qu'ils étaient fondamentalement opposés à l'idée de retrait, étant partisans de l'universalité, et il leur a paru naturel de voter contre une insertion dans la Charte d'une clause prévoyant le retrait.

Afin de rendre clair, pour l'avenir, le sentiment de la majorité de ses Membres sur cette question, le Comité a voté en faveur de l'inclusion formelle dans le présent rapport du texte suivant:

L'expulsion et la suspension donneront naissance à un long échange de vues et un sous-comité spécial fut chargé d'étudier ces importantes questions.

La matière de l'expulsion se trouvait traitée exclusivement dans le Chapitre V relatif à l'Assemblée Générale. Le Comité, d'accord avec les Présidents des Commissions I et II, et deux des Comités intéressés ainsi que le Comité d'Organisation, fut d'avis qu'il convenait d'inscrire au Chapitre III, relatif à la qualité de membres, les principes suivant lesquels cette qualité pouvait être perdue ou affectée. Le texte de base, qui reflétait à cet égard les dispositions de Dumbarton Oaks, fut rédigé comme suit:

"L'Organisation peut à tout moment suspendre l'exercice des droits et privilèges de membre de l'Organisation de tout membre à l'égard duquel le Conseil de Sécurité aura pris des mesures préventives ou coercitives, ou qui aura violé les principes de la Charte de façon grave ou réitérée. L'exercice de ces droits et privilèges peut être rétabli conformément à la procédure établie au Chapitre , paragraphe ."

On se rappellera que le paragraphe 3 de la Section B du Chapitre V du Plan de Dumbarton Oaks, concernant les questions de suspension et d'expulsion était le suivant:

"L'Assemblée Générale devrait, sur la recommandation du Conseil de Sécurité, avoir le pouvoir de suspendre l'exercice de tous les droits et privilèges conférés aux membres de l'Organisation pour tout membre contre lequel auraient été prises des mesures préventives ou coercitives par le Conseil de Sécurité. L'exercice des droits et privilèges ainsi suspendu, pourrait être restitué par décision du Conseil de Sécurité. L'Assemblée Générale devrait avoir le pouvoir, sur recommandation du Conseil de Sécurité, d'exclure de l'Organisation tout membre qui persisterait à violer les principes de la Charte."

Lorsque cette question fut portée devant le Comité tout entier, les membres en faveur de l'expulsion expliquèrent que la paix et la sécurité, et non l'universalité, constituaient les buts de l'Organisation; l'expulsion ne s'appliquerait qu'aux Etats-Membres reconnus incorrigibles qui violeraient d'une manière continue ou grave les principes de la Charte; en ce qui concerne de tels Etats, il était nécessaire de déclarer, d'une manière absolument claire, l'attitude que l'Organisation prendrait à leur égard; le maintien de la qualité de membre pendant qu'un Etat est suspendu pourrait empêcher l'Organisation d'agir assez sévèrement contre de tels Etats; l'absence du pouvoir d'expulsion pourrait permettre à un Etat-Membre d'agir de concert avec un Etat non-membre, en vue de faire obstacle au fonctionnement de l'Organisation; l'Organisation serait à même d'exercer judicieusement son jugement en cas d'expulsion; celle-ci ne déliera pas le membre exclus des obligations imposées aux Etat non-membres, et les Etats expulsés pourraient être de nouveau admis dans l'Organisation.

Ceux qui étaient en faveur d'omettre de la Charte toute référence à l'expulsion, soutenaient que celle-ci serait incompatible avec le concept d'universalité qui suppose l'admission éventuelle de tous les membres dans l'Organisation; délieraient un Etat-Membre des obligations qui lui sont imposées par la Charte; mettrait hors la loi l'Etat expulsé et, par conséquent, forcerait les Etats-Membres à prendre contre cet Etat des mesures de guerre, au lieu de mesures de police; pourrait mettre plus en danger l'Organisation que l'Etat intéressé; créerait un centre

d'opposition à l'Organisation autour duquel se réuniraient les autres Etats mécontents; forcerait les Etats-Membres à rompre toutes relations diplomatiques et autres avec l'Etat expulsé; empêcherait toute reconciliation entre l'Organisation et l'Etat exclus; et pourrait s'avérer moins sévère dans ses effets que la suspension.

Parmi les nombreux arguments qui avaient été présentés en faveur de l'omission de l'expulsion dans la Charte, celui qui semblait avoir eu le plus de poids était que la suspension, telle qu'elle figurait dans la Charte, remplirait tous les buts de l'expulsion sans délier l'Etat pénalisé de ces obligations, comme le ferait l'expulsion.

A la séance du 25 mai, du Comité I/2, une proposition prévoyant l'expulsion, mise aux voix et approuvée par une majorité simple, fut rejetée parce qu'elle n'avait pas reçu l'appui nécessaire des deux tiers des délégués présents et votants.

Le Comité fut amené à reconsidérer cette décision qui lui fut renvoyée par le Comité de Coordination sur un point de procédure. Au cours de cette nouvelle discussion, il apparut que l'expulsion pourrait trouver une certaine justification dans le fait que des violations réitérées de la Charte, impliquent souvent, pour le gouvernement qui s'en rend coupable, l'approbation de son peuple tout entier. Une nation amenée à de tels sentiments ne pourrait évidemment plus être qualifiée "éprise d'un idéal de Paix" et perdrait donc la qualité essentielle à la participation dans l'Organisation.

A cette argument, la minorité exprima le désir de ne pas imposer son point de vue à la majorité, et le vote final conclut donc à l'inclusion dans la Charte, d'une clause d'expulsion ainsi conçue:

4. L'Organisation pourra exclure de son sein tout membre qui persisterait à violer les principes de la Charte.

La question de la suspension, comme on a pu le noter, a été liée dès l'abord à celle de l'expulsion, et le premier texte du paragraphe traitant de la suspension et dont nous avons donné lecture plus haut, avait été adopté en raison de l'annulation de la clause de l'expulsion. Mais lorsque l'expulsion fut en définitive acceptée par le Comité, la soustraction des mots "ou qui auront violé les principes de la Charte d'une façon grave et persistante" fût jugée opportune, ce qui a donné le texte suivant adopté à l'unanimité par le Comité à sa deuxième séance du 17 juin:

3. L'Organisation pourra à tous moment suspendre l'exercice des droits et privilèges conférés aux membres de l'Organisation pour tout membre contre lequel auront été prises des mesures préventives ou coercitives par le Conseil de Sécurité. L'exercice de ces droits et privilèges pourra être restitué conformément à la procédure fixée au Chapitre ... paragraphe ...

La restauration des droits et des privilèges fut laissée à l'examen d'une autre commission.

Les Etats suivants avaient soumis des amendements au paragraphe 3 de la Section B, du Chapitre V: l'Australie, la Belgique, le Brésil, la République Dominicaine, l'Equateur, l'Egypte,

le Honduras, le Mexique, les Pays-Bas, la Nouvelle Zélande, la Norvège, l'Uruguay et le Venezuela. Ces amendements ont été examinés en détail par notre Sous-comité et notre Comité, au cours des débats sur l'expulsion et la suspension.

Tel est, Messieurs les Délégués, le rapport que nous avons l'honneur de soumettre à votre appréciation. Nous avons fait de notre mieux pour faire ressortir, au cours de notre exposé les différentes argumentations des distingués délégués qui ont exprimé les points de vue de leur pays sur les matières en discussion. Nous sommes prêts à reconnaître qu'il a pu nous arriver de ne pas refléter en toutes occasions les vues exprimées, et nous désirons pour finir, nous référer à "l'AVERTISSEMENT" donné au début de ce rapport, en exprimant un espoir, que la procédure à laquelle nous avons dû nous soumettre, sera acceptable à tous, étant donné les limites qui nous sont imposées par la nécessité de terminer à temps nos travaux.

June 18, 1945

PROJET DE RAPPORT DU RAPPORTEUR DU COMITE I/2
SUR LE CHAPITRE III (MEMBRES)

Le Chapitre III du Plan de Dumbarton Oaks était ainsi
conçu:

"Devrait pouvoir être membre de l'Organisation tout Etat
épris d'un idéal de Paix."

Ce texte, qui a été élargi au cours de nos discussions, le
Comité I/2 désire le présenter à la Commission I, sous la forme
suivante:

"Sont membres originaires de l'Organisation les Etats
signataires de la Charte dont la ratification sera devenue
effective conformément aux termes du Chapitre , Article "

"L'Organisation est ouverte à tous les Etats épris d'un
idéal de paix qui acceptent les obligations contenues dans
la Charte et qui, au jugement de l'Organisation,
sont aptes

la Charte et qui, au jugement de l'Organisation, sont aptes et résolus à les exécuter."

"L'Organisation pourra à tous moments suspendre l'exercice des droits et privilèges conférés aux membres de l'Organisation pour tout membre contre lequel auront été prises des mesures préventives ou coercitives par le Conseil de Sécurité. L'exercice de ces droits et privilèges pourra être restitué conformément à la procédure fixée au Chapitre paragraphe..."

"L'Organisation pourra exclure de son sein tout membre qui persisterait à violer les principes de la Charte."

Les travaux du Comité I/2 ont porté sur les questions suivantes que nous considérons séparément, sans négliger d'établir, quand cela sera nécessaire, les liens naturels qui les unissent: (a) qualité de membre des nations participant à cette Conférence, (b) admission de nouveaux membres, (c) retrait, (d) suspension et expulsion.

Membres et admission de nouveaux membres

Les puissances invitantes n'avaient proposé aucun amendement au Chapitre III se rapportant aux membres, tandis que les Gouvernements suivants avaient soumis des amendements, observations et propositions au Comité: l'Australie, la Bolivie, le Brésil, le Chili, le Costa-Rica, l'Equateur, l'Egypte, la France, le Guatemala, le Honduras, le Mexi

les Pays-Bas, la Norvège, le Commonwealth des Philippines,
l'Uruguay et le Venezuela.

Abordons le premier paragraphe du texte que nous recommandons et rapprochons-le du deuxième paragraphe. Nous voyons qu'une distinction s'est établie entre les membres originaires et les membres à venir. Tandis que pour les premiers, la participation à l'Organisation est considérée comme acquise, celle des autres est soumise à des conditions. Il a été cependant bien compris que cette distinction n'impliquait aucune discrimination contre les membres futurs mais s'imposait par la nature des choses et servirait notamment à calmer les appréhensions de certaines nations participant à nos travaux, qui ne sont pas à proprement parler des Etats et, de ce fait, pourraient se voir dénier le droit d'être membres de l'Organisation.

Il nous faut seulement reconnaître que, au deuxième paragraphe, l'emploi du mot "Etat" ne donne pas satisfaction à ceux qui préconisent l'incorporation future d'autres

communautés.

Passant à la question de l'admission de nouveaux membres, nous signalerons que la délégation de l'Uruguay, au sujet de l'universalité, avait pris la position suivante: deux principes devaient être admis, d'abord l'universalité de l'Organisation, c'est-à-dire que toutes les communautés devraient être membres de l'Organisation et ensuite la participation obligatoire, c'est-à-dire que le choix ne serait laissé à aucune nation d'entre comme membre de l'Organisation ou de s'en retirer et, dans ces conditions, la question de l'expulsion ne se poserait même pas.

Cette position soutenue par diverses délégations a été combattue par d'autres qui ont pensé que l'universalité ainsi comprise était un idéal vers lequel il convenait de tendre, mais auquel il ne fallait pas s'attacher indéfectiblement.

En outre le Comité eut à considérer deux autres problèmes fondamentaux: (1) le rapport existant entre la qualité de membre

et l'observation des principes et des obligations mentionnés dans la Charte et (2) la mesure où il convient de déterminer les limites dans lesquelles l'Organisation exercerait son pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne l'admission de nouveaux membres.

Exprisons-nous de dire que l'opinion unanime du Comité était qu'une adhésion aux principes de la Charte et une acceptation totale des obligations qui en découlent étaient des conditions essentielles de la participation des Etats à l'Organisation.

Toutefois, deux tendances principales s'étaient manifestées dans les discussions. D'un côté, il y avait ceux qui se déclaraient en faveur de l'insertion dans la Charte de règles spéciales se rapportant au régime et à la politique des divers gouvernements, soulignant la nécessité de donner aux membres faisant déjà partie de l'Organisation l'assurance que les nouveaux membres seraient en mesure d'exécuter les obligations que leur imposerait la Charte, qu'ils semblaient prêts à le faire

et ne poursuivraient pas de politique contraire aux principes de l'Organisation. De l'autre côté, il y avait ceux qui soutenaient que la Charte ne devait pas sans raison limiter l'Organisation dans ses décisions concernant les demandes d'admission, et affirmaient que l'Organisation elle-même serait mieux inspirée pour juger de l'aptitude des candidats à l'admission.

Les termes "tous les Etats épris d'un idéal de paix", généralement jugés insuffisants, ont été maintenus mais définis. L'expression était loin d'être inadéquate; elle reflétait bien l'idéal qui animait les fondateurs de la Charte.

Mais il ne suffisait pas de se déclarer épris d'un idéal de paix. Quelle nation a jamais avoué d'autres sentiments? Il fallait aussi prouver deux choses: qu'on était prêt à accepter et à exécuter les obligations de la Charte et qu'on était en mesure de les accepter et de les exécuter.

C'était dire clairement que l'admission d'un membre

nouveau serait soumise à un examen, mais le Comité ne crut pas devoir recommander l'énumération des éléments qui seraient à considérer dans cet examen. On ne perdait pas de vue les difficultés qu'il y aurait à évaluer les institutions politiques des Etats et l'on craignait que la mention dans la Charte d'un examen de cette nature ne portât atteinte aux principes de la non-intervention ou si l'on aime mieux, de la non-ingérence. Cela n'impliquait pas cependant que, lorsqu'il s'agirait de se former un jugement sur l'opportunité de l'admission d'un membre nouveau, des considérations de tout ordre ne pussent entrer en ligne de compte.

Ici, nous voudrions nous rapporter à un amendement français visant la neutralité. Le Délégué français, en le soutenant, avait déclaré que la neutralité était incompatible avec la qualité de membre. C'est ce qu'impliquait le paragraphe 2 en question, puisqu'un Etat neutre, s'il était conséquent avec lui-même, ne pourrait pas remplir certaines des obligations les

plus importantes de la Charte, notamment celle de prêter main forte pour repousser ou punir un agresseur. Le Comité a considéré que cette incompatibilité, si elle devait être expressément mentionnée dans la Charte, devrait l'être plutôt au Chapitre II et a renvoyé l'amendement français au Comité I/1.

Pour conclure nos commentaires sur le Chapitre III, nous devrions ajouter que ses dispositions sont devenues plus flexibles. Désormais, elles énoncent plus clairement que dans le texte original de Dumbarton Oaks les vœux des nations réunies à cette Conférence et elles ferment la porte à des interprétations douteuses de l'expression "épris d'un idéal de paix" qui, ainsi que l'avait si bien dit le distingué Délégué de l'Uruguay, n'a aucun sens juridique.

Retrait, expulsion et suspension des membres

Les questions de retrait, d'expulsion et de suspension avaient en commun le problème suivant:

Un Etat-membre peut-il cesser d'être membre, soit de sa propre initiative, soit à la suite de mesures prises contre lui par l'Organisation ?

Les arguments contre le retrait étaient: (1) qu'il serait contraire à l'idée d'universalité. (Mais, l'universalité, comme on l'a vu, n'a été généralement acceptée que comme un idéal vers lequel il fallait se contenter pour l'instant de tendre).

(2) Que le retrait procurerait aux membres récalcitrants la possibilité d'obtenir des concessions de l'Organisation en menaçant de la quitter. (3) Que le retrait serait un moyen d'échapper à ses obligations en quittant l'Organisation.

La décision du Comité a été de ne pas prévoir le retrait dans la Charte.

Au cours de la décision, deux tendances d'insertion du droit de retrait dans la Charte s'étaient manifestées: La première recommandait une clause envisageant le retrait pur et simple, et la deuxième suggérait l'adoption d'une clause ne permettant le retrait que dans deux cas bien définis: 1) lorsque les droits et obligations d'un Membre sont modifiés par un amendement qu'il n'approuve pas et qu'il n'est pas en mesure d'accepter, et 2) lorsqu'un amendement dûment accepté par la majorité nécessaire

de l'Assemblée ou d'une Conférence spéciale n'obtient pas la ratification obligatoire pour son entrée en vigueur.

Malgré les arguments présentés à l'appui de ces deux thèses, le Comité s'est prononcé contre l'insertion dans la Charte d'une clause de retrait.

Certains délégués ont renouvelé leur déclaration qu'ils étaient fondamentalement opposés à l'idée de retrait, étant partisans de l'universalité, et il leur a paru naturel de voter contre une insertion dans la Charte d'une clause prévoyant le retrait.

Afin de rendre clair, pour l'avenir, le sentiment de la majorité de ses Membres sur cette question, le Comité a voté en faveur de l'inclusion formelle dans le présent rapport du texte suivant:

L'expulsion et la suspension donneront naissance à un long échange de vues et un sous-comité spécial fut chargé d'étudier ces importantes questions.

La matière de l'expulsion se trouvait traitée exclusivement dans le Chapitre V relatif à l'Assemblée Générale. Le Comité, d'accord avec les Présidents des Commissions I et II, et deux des Comités intéressés ainsi que le Comité d'Organisation, fut d'avis qu'il convenait d'insérer au Chapitre III, relatif à la qualité de membres, les principes suivant lesquels cette qualité pouvait être perdue ou affectée. Le texte de base, qui reflétait à cet égard les dispositions de Dumbarton Oaks, fut rédigé comme suit:

"L'Organisation peut à tout moment suspendre l'exercice des droits et privilèges de membre de l'Organisation de tout membre à l'égard duquel le Conseil de Sécurité aura pris des mesures préventives ou coercitives, ou qui aura violé les principes de la Charte de façon grave ou réitérée. L'exercice de ces droits et privilèges peut être rétabli conformément à la procédure établie au Chapitre , paragraphe ."

On se rappellera que le paragraphe 3 de la Section B du Chapitre V du Plan de Dumbarton Oaks, concernant les questions de suspension et d'expulsion était le suivant:

"L'Assemblée Générale devrait, sur la recommandation du Conseil de Sécurité, avoir le pouvoir de suspendre l'exercice de tous les droits et privilèges conférés aux membres de l'Organisation pour tout membre contre lequel auraient été prises des mesures préventives ou coercitives par le Conseil de Sécurité. L'exercice des droits et privilèges ainsi suspendu, pourrait être restitué par décision du Conseil de Sécurité. L'Assemblée Générale devrait avoir le pouvoir, sur recommandation du Conseil de Sécurité, d'exclure de l'Organisation tout membre qui persisterait à violer les principes de la Charte."

Lorsque cette question fut portée devant le Comité tout entier, les membres en faveur de l'expulsion expliquèrent que la paix et la sécurité, et non l'universalité, constituaient les buts de l'Organisation; l'expulsion ne s'appliquerait qu'aux Etats-Membres reconnus incorrigibles qui violeraient d'une manière continue ou grave les principes de la Charte; en ce qui concerne de tels Etats, il était nécessaire de déclarer, d'une manière absolument claire, l'attitude que l'Organisation prendrait à leur égard; le maintien de la qualité de membre pendant qu'un Etat est suspendu pourrait empêcher l'Organisation d'agir assez sévèrement contre de tels Etats; l'absence du pouvoir d'expulsion pourrait permettre à un Etat-Membre d'agir de concert avec un Etat non-membre, en vue de faire obstacle au fonctionnement de l'Organisation; l'Organisation serait à même d'exercer judicieusement son jugement en cas d'expulsion; celle-ci ne déliera pas le membre exclus des obligations imposées aux Etat non-membres, et les Etats expulsés pourraient être de nouveau admis dans l'Organisation.

Ceux qui étaient en faveur d'omettre de la Charte toute référence à l'expulsion, soutenaient que celle-ci serait incompatible avec le concept d'universalité qui suppose l'admission éventuelle de tous les membres dans l'Organisation; délieraient un Etat-Membre des obligations qui lui sont imposées par la Charte; mettrait hors la loi l'Etat expulsé et, par conséquent, forcerait les Etats-Membres à prendre contre cet Etat des mesures de guerre, au lieu de mesures de police; pourrait mettre plus en danger l'Organisation que l'Etat intéressé; créerait un centre

d'opposition à l'Organisation autour duquel se réuniraient les autres Etats mécontents; forcerait les Etats-Membres à rompre toutes relations diplomatiques et autres avec l'Etat expulsé; empêcherait toute réconciliation entre l'Organisation et l'Etat exclus; et pourrait s'avérer moins sévère dans ses effets que la suspension.

Parmi les nombreux arguments qui avaient été présentés en faveur de l'omission de l'expulsion dans la Charte, celui qui semblait avoir eu le plus de poids était que la suspension, telle qu'elle figurait dans la Charte, remplirait tous les buts de l'expulsion sans délier l'Etat pénalisé de ces obligations, comme le ferait l'expulsion.

A la séance du 25 mai, du Comité I/2, une proposition prévoyant l'expulsion, mise aux voix et approuvée par une majorité simple, fut rejetée parce qu'elle n'avait pas reçu l'appui nécessaire des deux tiers des délégués présents et votants.

Le Comité fut amené à reconsidérer cette décision qui lui fut renvoyée par le Comité de Coordination sur un point de procédure. Au cours de cette nouvelle discussion, il apparut que l'expulsion pourrait trouver une certaine justification dans le fait que des violations réitérées de la Charte, impliquent souvent, pour le gouvernement qui s'en rend coupable, l'approbation de son peuple tout entier. Une nation amenée à de tels sentiments ne pourrait évidemment plus être qualifiée "éprise d'un idéal de Paix" et perdrait donc la qualité essentielle à la participation dans l'Organisation.

A cette argument, la minorité exprima le désir de ne pas imposer son point de vue à la majorité, et le vote final conclut donc à l'inclusion dans la Charte, d'une clause d'expulsion ainsi conçue:

4. L'Organisation pourra exclure de son sein tout membre qui persisterait à violer les principes de la Charte.

La question de la suspension, comme on a pu le noter, a été liée dès l'abord à celle de l'expulsion, et le premier texte du paragraphe traitant de la suspension et dont nous avons donné lecture plus haut, avait été adopté en raison de l'annulation de la clause de l'expulsion. Mais lorsque l'expulsion fut en définitive acceptée par le Comité, la soustraction des mots "ou qui auront violé les principes de la Charte d'une façon grave et persistante" fût jugée opportune, ce qui a donné le texte suivant adopté à l'unanimité par le Comité à sa deuxième séance du 17 juin:

3. L'Organisation pourra à tous moment suspendre l'exercice des droits et privilèges conférés aux membres de l'Organisation pour tout membre contre lequel auront été prises des mesures préventives ou coercitives par le Conseil de Sécurité. L'exercice de ces droits et privilèges pourra être restitué conformément à la procédure fixée au Chapitre ... paragraphe ...

La restauration des droits et des privilèges fut laissée à l'examen d'une autre commission.

Les Etats suivants avaient soumis des amendements au paragraphe 3 de la Section B, du Chapitre V: l'Australie, la Belgique, le Brésil, la République Dominicaine, l'Equateur, l'Egypte,

le Honduras, le Mexique, les Pays-Bas, la Nouvelle Zélande, la Norvège, l'Uruguay et le Venezuela. Ces amendements ont été examinés en détail par notre Sous-comité et notre Comité, au cours des débats sur l'expulsion et la suspension.

Tel est, Messieurs les Délégués, le rapport que nous avons l'honneur de soumettre à votre appréciation. Nous avons fait de notre mieux pour faire ressortir, au cours de notre exposé les différentes argumentations des distingués délégués qui ont exprimé les points de vue de leur pays sur les matières en discussion. Nous sommes prêts à reconnaître qu'il a pu nous arriver de ne pas refléter en toutes occasions les vues exprimées, et nous désirons pour finir, nous référer à "l'AVERTISSEMENT" donné au début de ce rapport, en exprimant un espoir, que la procédure à laquelle nous avons dû nous soumettre, sera acceptable à tous, étant donné les limites qui nous sont imposées par la nécessité de terminer à temps nos travaux.

June 8, 1945

PROJET DE RAPPORT DU RAPPORTEUR DU COMITE I/2
SUR LE CHAPITRE III (MEMBRES)

Le Chapitre III du Plan de Dumbarton Oaks était ainsi

conçu:

"Devrait pouvoir être membre de l'Organisation tout Etat épris d'un idéal de Paix."

Ce texte, qui a été élargi au cours de nos discussions, le Comité I/2 désire le présenter à la Commission I, sous la forme suivante:

"Sont membres originaires de l'Organisation les Etats signataires de la Charte dont la ratification sera devenue effective conformément aux termes du Chapitre , Article "

"L'Organisation est ouverte à tous les Etats épris d'un idéal de paix qui acceptent les obligations contenues dans

la Charte et qui, au jugement de l'Organisation, sont aptes et résolus à les exécuter."

"L'Organisation pourra à tout moment suspendre l'exercice des droits et privilèges conférés aux membres de l'Organisation pour tout membre contre lequel auront été prises des mesures préventives ou coercitives par le Conseil de Sécurité. L'exercice de ces droits et privilèges pourra être restitué conformément à la procédure fixée au Chapitre paragraphe"

"L'Organisation pourra exclure de son sein tout membre qui persisterait à violer les principes de la Charte."

Les travaux du Comité I/2 ont porté sur les questions suivantes que nous considérerons séparément, sans négliger d'établir, quand cela sera nécessaire, les liens naturels qui les unissent: (a) qualité de membre des nations participant à cette Conférence, (b) admission de nouveaux membres, (c) retrait, (d) suspension et expulsion.

Membres et admission de nouveaux membres

Les puissances invitantes n'avaient proposé aucun amendement au Chapitre III se rapportant aux membres, tandis que les Gouvernements suivants avaient soumis des amendements, observations et propositions au Comité: l'Australie, la Bolivie, le Brésil, le Chili, le Costa-Rica, l'Equateur, l'Egypte, la France, le Guatemala, le Honduras, le Mexique,

les Pays-Bas, la Norvège, le Commonwealth des Philippines,
l'Uruguay et le Venezuela.

Abordons le premier paragraphe du texte que nous recommandons et rapprochons-le du deuxième paragraphe. Nous voyons qu'une distinction s'est établie entre les membres originaires et les membres à venir. Tandis que pour les premiers, la participation à l'Organisation est considérée comme acquise, celle des autres est soumise à des conditions. Il a été cependant bien compris que cette distinction n'impliquait aucune discrimination contre les membres futurs mais s'imposait par la nature des choses et servirait notamment à calmer les appréhensions de certaines nations participant à nos travaux, qui ne sont pas à proprement parler des Etats et, de ce fait, pourraient se voir dénier le droit d'être membres de l'Organisation.

Il nous faut seulement reconnaître que, au deuxième paragraphe, l'emploi du mot "Etat" ne donne pas satisfaction à ceux qui préconisent l'incorporation future d'autres

communautés.

Passant à la question de l'admission de nouveaux membres, nous signalerons que la délégation de l'Uruguay, au sujet de l'universalité, avait pris la position suivante: deux principes devaient être admis, d'abord l'universalité de l'Organisation, c'est-à-dire que toutes les communautés devraient être membres de l'Organisation et ensuite la participation obligatoire, c'est-à-dire que le choix ne serait laissé à aucune nation d'entre comme membre de l'Organisation ou de s'en retirer et, dans ces conditions, la question de l'expulsion ne se poserait même pas.

Cette position soutenue par diverses délégations a été combattue par d'autres qui ont pensé que l'universalité ainsi comprise était un idéal vers lequel il convenait de tendre, mais auquel il ne fallait pas s'attacher indéfectiblement.

En outre le Comité eut à considérer deux autres problèmes fondamentaux: (1) le rapport existant entre la qualité de membre

et l'observation des principes et des obligations mentionnés dans la Charte et (2) la mesure où il convient de déterminer les limites dans lesquelles l'Organisation exercerait son pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne l'admission de nouveaux membres.

Exprisons-nous de dire que l'opinion unanime du Comité était qu'une adhésion aux principes de la Charte et une acceptation totale des obligations qui en découlent étaient des conditions essentielles de la participation des Etats à l'Organisation.

Toutefois, deux tendances principales s'étaient manifestées dans les discussions. D'un côté, il y avait ceux qui se déclaraient en faveur de l'insertion dans la Charte de règles spéciales se rapportant au régime et à la politique des divers gouvernements, soulignant la nécessité de donner aux membres faisant déjà partie de l'Organisation l'assurance que les nouveaux membres seraient en mesure d'exécuter les obligations que leur imposerait la Charte, qu'ils semient prêts à le faire

et ne poursuivraient pas de politique contraire aux principes de l'Organisation. De l'autre côté, il y avait ceux qui soutenaient que la Charte ne devait pas sans raison limiter l'Organisation dans ses décisions concernant les demandes d'admission, et affirmaient que l'Organisation elle-même serait mieux inspirée pour juger de l'aptitude des candidats à l'admission.

Les termes "tous les Etats épris d'un idéal de paix", généralement jugés insuffisants, ont été maintenus mais définis. L'expression était loin d'être inadéquate; elle reflétait bien l'idéal qui animait les fondateurs de la Charte.

Mais il ne suffisait pas de se déclarer épris d'un idéal de paix. Quelle nation a jamais avoué d'autres sentiments? Il fallait aussi prouver deux choses: qu'on était prêt à accepter et à exécuter les obligations de la Charte et qu'on était en mesure de les accepter et de les exécuter.

C'était dire clairement que l'admission d'un membre

nouveau serait soumise à un examen, mais le Comité ne crut pas devoir recommander l'énumération des éléments qui seraient à considérer dans cet examen. On ne perdait pas de vue les difficultés qu'il y aurait à évaluer les institutions politiques des Etats et l'on craignait que la mention dans la Charte d'un examen de cette nature ne portât atteinte aux principes de la non-intervention ou si l'on aime mieux, de la non-ingérence. Cela n'impliquait pas cependant que, lorsqu'il s'agirait de se former un jugement sur l'opportunité de l'admission d'un membre nouveau, des considérations de tout ordre ne pussent entrer en ligne de compte.

Ici, nous voudrions nous rapporter à un amendement français visant la neutralité. Le Délégué français, en le soutenant, avait déclaré que la neutralité était incompatible avec la qualité de membre. C'est ce qu'impliquait le paragraphe 2 en question, puisqu'un Etat neutre, s'il était conséquent avec lui-même, ne pourrait pas remplir certaines des obligations les

plus importantes de la Charte, notamment celle de prêter main forte pour repousser ou punir un agresseur. Le Comité a considéré que cette incompatibilité, si elle devait être expressément mentionnée dans la Charte, devrait l'être plutôt au Chapitre II et a renvoyé l'amendement français au Comité I/1.

Pour conclure nos commentaires sur le Chapitre III, nous devrions ajouter que ses dispositions sont devenues plus flexibles. Désormais, elles énoncent plus clairement que dans le texte original de Dumbarton Oaks les vœux des nations réunies à cette Conférence et elles ferment la porte à des interprétations douteuses de l'expression "épris d'un idéal de paix" qui, ainsi que l'avait si bien dit le distingué Délégué de l'Uruguay, n'a aucun sens juridique.

CHAPITRE III

MEMBRES

PROPOSITIONS DE DUMBARTON
OAKS.

Chapitre V, Assemblée Générale.

Section B -Fonctions et Pouvoirs.

3. L'Assemblée Générale devrait, sur la recommandation du Conseil de Sécurité, avoir le pouvoir de suspendre l'exercice de tous les droits et privilèges conférés aux membres de l'Organisation pour tout membre contre lequel auraient été prises des mesures préventives ou coercitives par le Conseil de Sécurité. L'exercice des droits et privilèges ainsi suspendu, pourrait être restitué par décision du Conseil de Sécurité. L'Assemblée Générale devrait avoir le pouvoir sur recommandation de Conseil de Sécurité, d'exclure de l'Organisation tout membre qui persisterait à violer les principes de Charte.

PROJET DE TEXTE
SOUMIS POUR EXAMEN

3. L'Organisation pourra à tous moments suspendre l'exercice des droits et privilèges conférés aux membres de l'Organisation pour tout membre contre lequel auront été prises des mesures préventives ou coercitives par le Conseil de Sécurité. L'exercice de ces droits et privilèges pourra être restitué conformément à la procédure fixée au Chapitre paragraphe ...

4. L'Organisation pourra exclure de son sein tout membre qui persisterait à violer les principes de la Charte.

June 18, 1945

PROJET DE RAPPORT DU RAPPORTEUR DU COMITE I/2
SUR LE CHAPITRE III (MEMBRES)

Le Chapitre III du Plan de Dumbarton Oaks était ainsi conçu:

"Devrait pouvoir être membre de l'Organisation tout Etat épris d'un idéal de Paix."

Ce texte, qui a été élargi au cours de nos discussions, le Comité I/2 désire le présenter à la Commission I, sous la forme suivante:

"Sont membres originaires de l'Organisation les Etats signataires de la Charte dont la ratification sera devenue effective conformément aux termes du Chapitre , Article "

"L'Organisation est ouverte à tous les Etats épris d'un idéal de paix qui acceptent les obligations contenues dans

la Charte et qui, au jugement de l'Organisation, sont aptes et résolus à les exécuter."

"L'Organisation pourra à tous moments suspendre l'exercice des droits et privilèges conférés aux membres de l'Organisation pour tout membre contre lequel auront été prises des mesures préventives ou coercitives par le Conseil de Sécurité. L'exercice de ces droits et privilèges pourra être restitué conformément à la procédure fixée au Chapitre paragraphe..."

"L'Organisation pourra exclure de son sein tout membre qui persisterait à violer les principes de la Charte."

Les travaux du Comité I/2 ont porté sur les questions suivantes que nous considérerons séparément, sans négliger d'établir, quand cela sera nécessaire, les liens naturels qui les unissent: (a) qualité de membre des nations participant à cette Conférence, (b) admission de nouveaux membres, (c) retrait, (d) suspension et expulsion.

Membres et admission de nouveaux membres

Les puissances invitantes n'avaient proposé aucun amendement au Chapitre III se rapportant aux membres, tandis que les Gouvernements suivants avaient soumis des amendements, observations et propositions au Comité: l'Australie, la Bolivie, le Brésil, le Chili, le Costa-Rica, l'Equateur, l'Egypte, la France, le Guatemala, le Honduras, le Mexique,

les Pays-Bas, la Norvège, le Commonwealth des Philippines,
l'Uruguay et le Venezuela.

Abordons le premier paragraphe du texte que nous recommandons et rapprochons-le du deuxième paragraphe. Nous voyons qu'une distinction s'est établie entre les membres originaires et les membres à venir. Tandis que pour les premiers, la participation à l'Organisation est considérée comme acquise, celle des autres est soumise à des conditions. Il a été cependant bien compris que cette distinction n'impliquait aucune discrimination contre les membres futurs mais s'imposait par la nature des choses et servirait notamment à calmer les appréhensions de certaines nations participant à nos travaux, qui ne sont pas à proprement parler des Etats et, de ce fait, pourraient se voir dénier le droit d'être membres de l'Organisation.

Il nous faut seulement reconnaître que, au deuxième paragraphe, l'emploi du mot "Etat" ne donne pas satisfaction à ceux qui préconisent l'incorporation future d'autres

plus importantes de la Charte, notamment celle de prêter main forte pour repousser ou punir un agresseur. Le Comité a considéré que cette incompatibilité, si elle devait être expressément mentionnée dans la Charte, devrait l'être plutôt au Chapitre II et a renvoyé l'amendement français au Comité I/1.

Pour conclure nos commentaires sur le Chapitre III, nous devrions ajouter que ses dispositions sont devenues plus flexibles. Désormais, elles énoncent plus clairement que dans le texte original de Dumbarton Oaks les vœux des nations réunies à cette Conférence et elles ferment la porte à des interprétations douteuses de l'expression "épris d'un idéal de paix" qui, ainsi que l'avait si bien dit le distingué Délégué de l'Uruguay, n'a aucun sens juridique.

communautés.

Passant à la question de l'admission de nouveaux membres, nous signalerons que la délégation de l'Uruguay, au sujet de l'universalité, avait pris la position suivante: deux principes devaient être admis, d'abord l'universalité de l'Organisation, c'est-à-dire que toutes les communautés devraient être membres de l'Organisation et ensuite la participation obligatoire, c'est-à-dire que le choix ne serait laissé à aucune nation d'entre comme membre de l'Organisation ou de s'en retirer et, dans ces conditions, la question de l'expulsion ne se poserait même pas.

Cette position soutenue par diverses délégations a été combattue par d'autres qui ont pensé que l'universalité ainsi comprise était un idéal vers lequel il convenait de tendre, mais auquel il ne fallait pas s'attacher indéfectiblement.

En outre le Comité eut à considérer deux autres problèmes fondamentaux: (1) le rapport existant entre la qualité de membre

et l'observation des principes et des obligations mentionnés dans la Charte et (2) la mesure où il convient de déterminer les limites dans lesquelles l'Organisation exercerait son pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne l'admission de nouveaux membres.

Empressons-nous de dire que l'opinion unanime du Comité était qu'une adhésion aux principes de la Charte et une acceptation totale des obligations qui en découlent étaient des conditions essentielles de la participation des Etats à l'Organisation.

Toutefois, deux tendances principales s'étaient manifestées dans les discussions. D'un côté, il y avait ceux qui se déclaraient en faveur de l'insertion dans la Charte de règles spéciales se rapportant au régime et à la politique des divers gouvernements, soulignant la nécessité de donner aux membres faisant déjà partie de l'Organisation l'assurance que les nouveaux membres seraient en mesure d'exécuter les obligations que leur imposerait la Charte, qu'ils seraient prêts à le faire

et ne poursuivraient pas de politique contraire aux principes de l'Organisation. De l'autre côté, il y avait ceux qui soutenaient que la Charte ne devait pas sans raison limiter l'Organisation dans ses décisions concernant les demandes d'admission, et affirmaient que l'Organisation elle-même serait mieux inspirée pour juger de l'aptitude des candidats à l'admission.

Les termes "tous les Etats épris d'un idéal de paix", généralement jugés insuffisants, ont été maintenus mais définis. L'expression était loin d'être inadéquate; elle reflétait bien l'idéal qui animait les fondateurs de la Charte.

Mais il ne suffisait pas de se déclarer épris d'un idéal de paix. Quelle nation a jamais avoué d'autres sentiments? Il fallait aussi prouver deux choses: qu'on était prêt à accepter et à exécuter les obligations de la Charte et qu'on était en mesure de les accepter et de les exécuter.

C'était dire clairement que l'admission d'un membre

nouveau serait soumise à un examen, mais le Comité ne crut pas devoir recommander l'énumération des éléments qui seraient à considérer dans cet examen. On ne perdait pas de vue les difficultés qu'il y aurait à évaluer les institutions politiques des Etats et l'on craignait que la mention dans la Charte d'un examen de cette nature ne portât atteinte aux principes de la non-intervention ou si l'on aime mieux, de la non-ingérence. Cela n'impliquait pas cependant que, lorsqu'il s'agirait de se former un jugement sur l'opportunité de l'admission d'un membre nouveau, des considérations de tout ordre ne pussent entrer en ligne de compte.

Ici, nous voudrions nous rapporter à un amendement français visant la neutralité. Le Délégué français, en le soutenant, avait déclaré que la neutralité était incompatible avec la qualité de membre. C'est ce qu'impliquait le paragraphe 2 en question, puisqu'un Etat neutre, s'il était conséquent avec lui-même, ne pourrait pas remplir certaines des obligations les

Please leave
 $\frac{1}{2}$ page
blank space
between
title and
opening para-
graph

PROJET DE RAPPORT DU RAPPORTEUR (MEMBRES) DU COMITE I/2

SUR LE CHAPITRE III (MEMBRES)

Le Chapitre III du Plan de Dumbarton Oaks était ainsi conçu :

"Devrait pouvoir être membre de l'Organisation tout Etat épris d'un idéal de Paix".

Ce texte qui a été élargi au cours de nos discussions le Comité I/2 désire le présenter à la Commission I, sous la forme suivante :

"Sont membres originaires de l'Organisation les Etats signataires de la Charte dont la ratification sera devenue effective conformément aux termes du Chapitre , Article .

A *insérer nouveau texte*
"L'Organisation est ouverte à tous les Etats épris d'un idéal de paix qui, au jugement de l'Organisation, sont aptes et résolus à accepter et exécuter les obligations contenues dans la Charte."

B *sur Article par A & B.*
"L'Organisation peut à tout moment suspendre l'exercice des droits et privilèges de membre de l'Organisation de tout membre à l'égard duquel le Conseil de Sécurité aura pris des mesures préventives ou coercitives, ou qui aura violé les principes de la Charte de façon grave ou réitérée. L'exercice de ces droits et privilèges peut être rétabli conformément à la procédure établie au Chapitre , paragraphe ."

clarté
Des imperfections de langage sont apparentes dans ce texte français, mais les redressements nécessaires seront opérés par les soins du Comité de Coordination.

Les travaux du Comité I/2 ont porté sur les questions suivantes que nous considérerons séparément, sans négliger d'établir, quand cela sera nécessaire, les liens naturels qui les unissent : (a) qualité de membre des nations participant à cette Conférence, (b) admission de nouveaux membres, (c) retrait, (d) suspension et expulsion.

2

S.M.

Membres et admission de nouveaux membres

Les puissances invitantes n'avaient proposé aucun amendement au Chapitre III se rapportant aux membres, tandis que les Gouvernements suivants avaient soumis des amendements, observations et propositions au Comité: l'Australie, la Bolivie, le Brésil, le Chili, le Costa-Rica, l'Equateur, l'Egypte, la France, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, les Pays-Bas, la Norvège, le Commonwealth des Philippines, l'Uruguay et le Venezuela.

Abordons le premier paragraphe du texte que nous recommandons et rapprochons-le du deuxième paragraphe. Nous voyons qu'une distinction s'est établie entre les membres originaires et les membres à venir. Tandis que pour les premiers, la participation à l'Organisation est considérée comme acquise, celle des autres est soumise à des conditions. Il a été cependant bien compris que cette distinction n'impliquait aucune discrimination contre les membres futurs mais s'imposait par la nature des choses et servirait notamment à calmer les appréhensions de certaines nations ^{particulier} qui ~~participent~~ à nos travaux, qui ne sont pas à proprement parler des Etats et, ~~qui~~, de ce ~~dernier~~ fait, pourraient se voir ^{dénier} ~~nier~~ le droit d'être membres de l'Organisation.

Il nous faut seulement reconnaître que au deuxième paragraphe, l'emploi du mot "Etat" ne donne pas satisfaction à ceux qui préconisent l'incorporation future d'autres communautés.

~~En~~ ^Passant à la question de l'admission de nouveaux membres, nous signalerons que la délégation de l'Uruguay, au sujet de l'universalité, avait pris la position suivante: deux principes

devaient être admis, d'abord l'universalité de l'Organisation, c'est-à-dire que toutes les communautés devraient être membres de l'Organisation et ensuite la participation obligatoire, c'est-à-dire que le choix ne serait laissé à aucune nation d'entrer comme membre de l'Organisation ou de s'en retirer et, dans ces conditions, la question de l'expulsion ne se poserait même pas.

Cette position soutenue par diverses délégations a été combattue par d'autres qui ont pensé que l'universalité ainsi comprise était un idéal vers lequel il convenait de tendre, mais auquel il ne fallait pas s'attacher indéfectiblement.

En outre, le Comité eut à considérer deux autres problèmes fondamentaux: (1) le rapport existant entre la qualité de membre et l'observation des principes et des obligations mentionnés dans la Charte et (2) la mesure où il convient de déterminer les limites dans lesquelles l'Organisation exercerait son pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne l'admission de nouveaux membres.

Empressons-nous de dire que l'opinion unanime du Comité était qu'une adhésion aux principes de la Charte et une acceptation totale des obligations qui en découlent étaient des conditions essentielles de la participation des Etats à l'Organisation.

Toutefois, deux tendances principales s'étaient manifestées dans les discussions. D'un côté, il y avait ceux qui se déclaraient en faveur de l'insertion dans la Charte de règles spéciales se rapportant au régime et à la politique des divers gouvernements, soulignant la nécessité de donner aux membres

faisant déjà par de l'Organisation l'assurance que les nouveaux membres seraient en mesure d'exécuter les obligations que leur imposerait la Charte, qu'ils seraient prêts à le faire et ne poursuivraient pas de politique contraire aux principes de l'Organisation. De l'autre côté, il y avait ceux qui soutenaient que la Charte ne devait pas sans raison limiter l'Organisation dans ses décisions concernant les demandes d'admission, et affirmaient que l'Organisation elle-même serait mieux inspirée pour juger de l'aptitude des candidats à l'admission.

Les termes "tous les Etats épris d'un idéal de paix", généralement jugés insuffisants, ont été maintenus mais définis. L'expression était loin d'être inadéquate; elle reflétait bien l'idéal qui animait les fondateurs de la Charte.

Mais il ne suffisait pas de se déclarer épris d'un idéal de paix. Quelle nation a jamais avoué d'autres sentiments? Il fallait aussi prouver deux choses: qu'on était prêt à accepter et à exécuter les obligations de la Charte et qu'on était en mesure de les accepter et de les exécuter.

C'était dire clairement que l'admission d'un membre nouveau serait soumise à un examen, mais le Comité ne crût pas devoir recommander l'énumération des éléments qui seraient à considérer dans cet examen. On ne perdait pas de vue les difficultés qu'il y aurait à évaluer les institutions politiques des Etats et l'on craignait que la mention dans la Charte d'un examen de cette nature ne portât atteinte aux principes de la non-intervention ou si l'on aime mieux, de la non-ingérence. Cela n'impliquait pas cependant, que lorsqu'il s'agissait de se former un jugement sur l'opportunité de l'admission d'un membre nouveau, des considérations de tout ordre ne pussent entrer en ligne de compte.

Ici, nous voudrions nous rapporter à un amendement français visant la neutralité. Le Délégué Français en le soutenant, avait déclaré que la neutralité était incompatible avec la qualité de membres. C'est ce qu'impliquait le paragraphe 2 en question, puisqu'un Etat neutre, s'il était conséquent avec lui-même, ne pourrait pas remplir certaines des obligations les plus importantes de la Charte, notamment celle de prêter main forte pour repousser ou punir un agresseur. Le Comité a considéré que cette incompatibilité, si elle devait être expressément mentionnée dans la Charte, devrait l'être plutôt au Chapitre II et a envoyé au Comité I/1 l'amendement français.

Pour conclure nos commentaires sur le Chapitre III, nous devrions ajouter que ses dispositions sont devenues plus flexibles. Désormais, elles énoncent plus clairement que dans le texte original de Dumbarton Oaks les vœux des nations réunies à cette Conférence et elles ferment la porte à des interprétations douteuses de l'expression "épris d'un idéal de paix" qui, ^{ainsi que} ~~comme~~ l'avait si bien dit le distingué Délégué de l'Uruguay, n'a aucun sens juridique.

Retrait, expulsion et suspension des membres

Les questions de retrait, d'expulsion et de suspension avaient en commun le problème suivant:

Un Etat-membre peut-il cesser d'être membre, soit de sa propre initiative, soit à la suite de mesures prises contre lui par l'Organisation ?

Les arguments contre le retrait étaient: (1) qu'il serait contraire à l'idée d'universalité. (Mais, l'universalité, comme on l'a vu, n'a été généralement acceptée que comme un idéal vers

Ici, nous voudrions nous rapporter à un amendement français visant la neutralité. Le Délégué Français en le soutenant, avait déclaré que la neutralité était incompatible avec la qualité de membre. C'est ce qu'impliquait le paragraphe 2 en question, puisqu'un Etat neutre, s'il était conséquent avec lui-même, ne pourrait pas remplir certaines des obligations les plus importantes de la Charte, notamment celle de prêter main forte pour repousser ou punir un agresseur. Le Comité a considéré que cette incompatibilité, si elle devait être expressément mentionnée dans la Charte, devrait l'être plutôt au Chapitre II et a envoyé au Comité I/1. l'amendement français, ^{cette partie du}

Pour conclure nos commentaires sur le ^{cette partie du} Chapitre III, nous devrions ajouter que ses dispositions sont devenues plus flexibles. Désormais, elles énoncent plus clairement que dans le texte original de Dumbarton Oaks les vœux des nations réunies à cette Conférence et elles ferment la porte à des interprétations douteuses de l'expression "épris d'un idéal de paix" qui, ^{ainsi que} ~~comme~~ l'avait si bien dit le distingué Délégué de l'Uruguay, n'a aucun sens juridique.

Retrait, expulsion et suspension des membres

Les questions de retrait, d'expulsion et de suspension avaient en commun le problème suivant:

Un Etat-membre peut-il cesser d'être membre, soit de sa propre initiative, soit à la suite de mesures prises contre lui par l'Organisation ?

Les arguments contre le retrait étaient: (1) qu'il serait contraire à l'idée d'universalité. (Mais, l'universalité, comme on l'a vu, n'a été généralement acceptée que comme un idéal vers

4311

lequel il fallait se contenter pour l'instant de tendre).

(2) que le retrait procurerait aux membres récalcitrants la possibilité d'obtenir des concessions de l'Organisation en menaçant de la quitter. (3) Que le retrait serait un moyen d'échapper à ses obligations en quittant l'Organisation.

Toutefois, la décision du Comité a été de ne pas prévoir et de ne pas interdire expressément le retrait. Car il a été observé que si le fait par un état de se retirer de l'Organisation peut signifier, comme nous l'avons dit, que cet état se propose d'agir contrairement aux principes de l'Organisation, il est également vrai qu'un état peut vouloir se retirer simplement parce que l'Organisation se serait révélée incapable d'atteindre les buts pour lesquels elle a été créée. D'autre part l'interdiction du retrait supposerait l'application de sanctions contre les membres qui décideraient de se retirer et une telle disposition pourrait, dans certains cas, paraître excessive ou de réalisation difficile.

Il a été reconnu que l'omission de se référer au retrait dans le Plan de Dumbarton Oaks était voulue par les Puissances invitantes. Au cours des débats qui ont eu lieu sur ce point, on a pu cependant noter que, tandis que certains délégués voyaient dans cette omission une preuve que les puissances invitantes étaient opposées au retrait, d'autres interprétaient l'omission comme exprimant le désir de permettre à l'Organisation d'étudier à la lumière des circonstances de l'heure, les cas de retrait qui pourraient se présenter.

Le Sous-comité proposa le 23 mai dans son rapport au Comité

que, en conformité avec les Propositions de Dumbarton Oaks, la Charte ne comportât aucune mention du retrait. L'opinion du sous-comité, avec laquelle concordait celle du Comité, fut exprimée de la manière suivante:

" La commission se rallie à l'avis des Puissances invitantes qu'il n'y a pas lieu de prévoir ou de réglementer la faculté de sécession des membres. Si l'Organisation remplit sa fonction dans l'esprit qui anime la Charte, il serait inadmissible que son autorité puisse être affaiblie par certains Membres désertant l'idéal auquel ils ont obéi en souscrivant à la Charte, ou même bafouée par des états agresseurs ou sur le point de le devenir."

" Il va de soi pourtant que des retraits ou autres formes de dissolution de l'Organisation deviendraient inévitables si, décevant les espoirs de l'humanité, elle se révélait impuissante à maintenir la paix ou ne parvenait à le faire qu'au détriment du droit ou de la justice. C'est à raison, notamment, de ce risque, inséparable de toute entreprise humaine, que le Comité renonce à insérer dans la Charte une clause formelle d'interdiction de retrait."

L'expulsion et la suspension donnerent naissance à un long échange de vues et un sous-comité spécial fut chargé d'étudier ces importantes questions.

La matière de l'expulsion se trouvait traitée exclusivement dans le Chapitre V relatif à l'Assemblée Générale. Le Comité, d'accord avec les Présidents des Commissions I et II, et deux des Comités intéressés et le Comité d'Organisation, fut

d'avis qu'il convenait d'inscrire au Chapitre III, relatif à la qualité de membres, les principes suivant lesquels cette qualité pouvait être perdue ou affectée. Le texte de base, qui reflétait à cet égard les dispositions de Dumbarton Oaks, fut rédigé comme suit:

"L'Organisation peut à tout moment suspendre l'exercice des droits et privilèges de membre de l'Organisation de tout membre à l'égard duquel le Conseil de Sécurité aura pris des mesures préventives ou coercitives, ou qui aura violé les principes de la Charte de façon grave ou réitérée. L'exercice de ces droits et privilèges peut être rétabli conformément à la procédure établie au Chapitre , paragraphe ."

On se rappellera que le paragraphe 3 de la Section B du Chapitre V du Plan de Dumbarton Oaks, concernant les questions de suspension et d'expulsion était le suivant:

"L'Assemblée Générale devrait, sur la recommandation du Conseil de Sécurité, avoir le pouvoir de suspendre l'exercice de tous les droits et privilèges conférés aux membres de l'Organisation pour tout membre contre lequel auraient été prises des mesures préventives ou coercitives par le Conseil de Sécurité. L'exercice des droits et privilèges ainsi suspendu, pourrait être restitué par décision du Conseil de Sécurité. L'Assemblée Générale devrait avoir le pouvoir sur recommandation du Conseil de Sécurité, d'exclure de l'Organisation tout membre qui persisterait à violer les principes de la Charte."

~~La suspension, telle qu'elle est conçue dans le texte proposé par le Sous-Comité, fut considérée suffisante pour arriver aux résultats que l'on pourrait attendre de l'expulsion. On a expliqué, en outre, que la suspension, -sorte d'expulsion temporaire-, écarterait les inconvénients d'une expulsion pure et simple.~~

Lorsque cette question fut portée devant le Comité tout entier, les membres en faveur de ^{l'expulsion} l'~~exclusion~~ expliquèrent que la paix et la sécurité, et non l'universalité, constituaient les buts de l'Organisation; ^{l'expulsion} l'~~exclusion~~ ne s'appliquerait qu'aux Etats-Membres reconnus incorrigibles qui violeraient d'une manière continue ou grave les principes de la Charte; et ce qui concerne de tels Etats, il était nécessaire de déclarer, d'une manière absolument claire, l'attitude que l'Organisation prendrait à leur égard; le maintien de la qualité de membre pendant qu'un Etat est suspendu pourrait empêcher l'Organisation d'agir assez sévèrement contre de tels Etats; l'absence du pouvoir ^{l'expulsion} d'~~exclusion~~ pourrait permettre à un Etat-Membre d'agir de concert avec un Etat non-membre, en vue de faire obstacle au fonctionnement de l'Organisation; l'Organisation serait à même d'exercer

judicieusement son jugement en cas d'^{l'expulsion} exclusion; celle-ci ne déliera pas le membre exclu des obligations imposées aux Etats non-membres, et les Etats ^{expulsi} exclus pourraient être de nouveau admis dans l'Organisation.

Ceux qui étaient en faveur d'omettre de la Charte toute référence à ^{l'expulsion} l'exclusion, soutenaient que ^{celle-ci} l'expulsion serait incompatible avec le concept d'universalité qui suppose l'admission éventuelle de tous les membres dans l'Organisation; délierait un Etat-Membre des obligations qui lui sont imposées par la Charte; mettrait hors de la loi l'Etat expulsé et, par conséquent, forcerait les Etats-Membres à prendre contre cet Etat des mesures de guerre, au lieu de mesures de police; pourrait mettre plus en danger l'Organisation que l'état intéressé; créerait un centre d'opposition à l'Organisation autour duquel se réuniraient les autres Etats mécontents; forcerait les Etats-Membres à rompre toutes relations diplomatiques et autres avec l'Etat expulsé; empêcherait toute reconciliation entre l'Organisation et l'Etat exclus; et pourrait s'avérer moins sévère dans ses effets que la suspension.

Parmi les nombreux arguments qui avaient été présentés en faveur de l'omission de ^{l'expulsion} l'exclusion dans la Charte, celui qui semblait avoir eu le plus de poids était que la suspension, telle qu'elle figurait dans la Charte, ^{remplirait} pourrait remplir toutes les ^{buts} fonctions de ^{l'expulsion} l'exclusion ^{sans délier} et ne délierait pas l'Etat pénalisé de ces obligations, comme le ferait l'^{expulsion} exclusion.

A la séance du 25 mai, du Comité I/2, une proposition prévoyant l'expulsion, mise aux voix, ^{et approuvée par une majorité simple} fut rejetée parce qu'elle n'avait pas reçu l'appui nécessaire de la majorité des deux tiers des délégués présents et votants.

Le Comité passa ensuite au vote de la revision projetée du paragraphe 3 de la Section B du Chapitre V, concernant la suspension des membres, mentionnés ci-dessus, demeurant bien entendu que ce paragraphe serait examiné à nouveau si le droit d'expulsion y était ~~encore une~~^{reintroduit} ~~fois~~ introduit. Cette proposition fut adoptée presque à l'unanimité par le Comité.

Puis, ainsi qu'il a déjà été dit, on jugea utile, en raison principalement de l'annulation de la clause d'expulsion, d'ajouter les mots "ou qui auront ~~xisixx~~ violé les principes de la Charte d'une façon grave ou persistante". Ce serait là une rédaction plus énergique du texte sur la suspension, qui pourrait se passer de commentaires.

La restauration des droits et des privilèges fut laissée à l'examen d'une autre commission.

Les ~~pays~~^{Etats} suivants avaient soumis des amendements au paragraphe 3 de la Section B, du Chapitre V: l'Australie, la Belgique, le Brésil, la République Dominicaine, l'Equateur, l'Egypte, le Honduras, le Mexique, les Pays-Bas, la Nouvelle Zélande, la Norvège, l'Uruguay et le Venezuela. Ces amendements ont été examinés en détail par notre Sous-Comité et notre Comité, au cours des débats sur l'expulsion et la suspension.

Tel est, Messieurs les Délégués, le rapport que nous avons l'honneur de soumettre à votre appréciation. Nous avons fait de notre mieux pour faire ressortir, au cours de notre exposé les différentes argumentations des distingués délégués qui ont exprimé les points de vue de leur pays sur les matières en discussion. Nous sommes prêts à reconnaître qu'il a pu nous arriver de ne pas refléter en toutes

occasions les vues exprimées; aussi nous prions nos collègues dont la pensée n'aura pas été traduite avec toute l'exactitude qu'ils seraient en droit d'escompter, de bien vouloir se rappeler qu'il leur est toujours loisible de nous faire tenir un mémoire écrit que, attaché à notre rapport, nous transmettront à la Commission avec le plus grand empressement.

COMMISSION I General Provisions

Comité 2 Administration, Amendements et Secrétariat

TEXTES SOUMIS A L'ATTENTION DU COMITE I/2

Chapitre III, Paragraphe 1,
seconde phrase:

Texte approuvé par le Comité I/2

L'Organisation est ouverte à tous les Etats épris d'un idéal de paix qui, au jugement de l'Organisation, sont aptes et résolus à accepter et exécuter les obligations contenues dans la Charte.

Chapitre IV, Paragraphe 3

Texte approuvé par le Comité I/2

Aucune restriction ne doit être apportée par l'Organisation à la représentation et à la participation des hommes et des femmes sur un pied d'égalité dans ses organes principaux et subsidiaires.

Projet suggéré par le Comité de Coordination

L'Organisation est ouverte à tous les Etats épris d'un idéal de paix qui acceptent les obligations contenues dans la Charte et qui, au jugement de l'Organisation, sont aptes et résolus à les exécuter.

Projet suggéré par le Comité de Coordination,

Aucune restriction ne doit être apportée par (insérer le nom de l'Organisation) à l'égale éligibilité des hommes et des femmes à participer en toute qualité aux activités de (insérer le nom de l'Organisation).

CHAPITRE III

MEMBRES

PROPOSITIONS DE DUMBARTON
OAKS.

Chapitre V, Assemblée Générale.

Section B -Fonctions et Pouvoirs.

3. L'Assemblée Générale devrait, sur la recommandation du Conseil de Sécurité, avoir le pouvoir de suspendre l'exercice de tous les droits et privilèges conférés aux membres de l'Organisation pour tout membre contre lequel auraient été prises des mesures préventives ou coercitives par le Conseil de Sécurité. L'exercice des droits et privilèges ainsi suspendu, pourrait être restitué par décision du Conseil de Sécurité. L'Assemblée Générale devrait avoir le pouvoir sur recommandation de Conseil de Sécurité, d'exclure de l'Organisation tout membre qui persisterait à violer les principes de Charte.

PROJET DE TEXTE
SOUMIS POUR EXAMEN

B

3. L'Organisation pourra à tous moments suspendre l'exercice des droits et privilèges conférés aux membres de l'Organisation pour tout membre contre lequel auront été prises des mesures préventives ou coercitives par le Conseil de Sécurité. L'exercice de ces droits et privilèges pourra être restitué conformément à la procédure fixée au Chapitre paragraphe ...

4. L'Organisation pourra exclure de son sein tout membre qui persisterait à violer les principes de la Charte.

RAPPORT DU RAPPORTEUR ~~MEMBRES~~ DU COMITE I/2

SUR LE CHAPITRE III

Le Chapitre III du Plan de Dumbarton Oaks était ainsi conçu :

"Devrait pouvoir être membre de l'Organisation tout Etat épris d'un idéal de Paix".

Ce texte qui a été élargi au cours de nos discussions le Comité I/2 désire le présenter à la Commission I, sous la forme suivante :

"Sont membres originaires de l'Organisation les Etats signataires de la Charte dont la ratification sera devenue effective conformément aux termes du Chapitre , Article .

"L'Organisation est ouverte à tous les Etats épris d'un idéal de paix qui, au jugement de l'Organisation, sont aptes et résolus à accepter et exécuter les obligations contenues dans la Charte."

"L'Organisation peut à tout moment suspendre l'exercice des droits et privilèges de membre de l'Organisation de tout membre à l'égard duquel le Conseil de Sécurité aura pris des mesures préventives ou coercitives, ou qui aura violé les principes de la Charte de façon grave ou réitérée. L'exercice de ces droits et privilèges peut être rétabli conformément à la procédure établie au Chapitre , paragraphe ."

Des imperfections de langage sont apparentes dans ce texte français, mais les redressements nécessaires seront opérés par les soins du Comité de Coordination.

Les travaux du Comité I/2 ont porté sur les questions suivantes que nous considérerons séparément, sans négliger d'établir, quand cela sera nécessaire, les liens naturels qui les unissent : (a) qualité de membre des nations participant à cette Conférence, (b) admission de nouveaux membres, (c) retrait, (d) suspension et expulsion.

RAPPORT DU RAPPORTEUR MEMBRES DU COMITE I/2

SUR LE CHAPITRE III

Le Chapitre III du Plan de Dumbarton Oaks était ainsi conçu :

"Devrait pouvoir être membre de l'Organisation tout Etat épris d'un idéal de Paix".

Ce texte qui a été élargi au cours de nos discussions le Comité I/2 désire le présenter à la Commission I, sous la forme suivante :

"Sont membres originaires de l'Organisation les Etats signataires de la Charte dont la ratification sera devenue effective conformément aux termes du Chapitre , Article .

"L'Organisation est ouverte à tous les Etats épris d'un idéal de paix qui, au jugement de l'Organisation, sont aptes et résolus à accepter et exécuter les obligations contenues dans la Charte."

"L'Organisation peut à tout moment suspendre l'exercice des droits et privilèges de membre de l'Organisation de tout membre à l'égard duquel le Conseil de Sécurité aura pris des mesures préventives ou coercitives, ou qui aura violé les principes de la Charte de façon grave ou réitérée. L'exercice de ces droits et privilèges peut être rétabli conformément à la procédure établie au Chapitre , paragraphe ."

Des imperfections de langage sont apparentes dans ce texte français, mais les redressements nécessaires seront opérés par les soins du Comité de Coordination.

Les travaux du Comité I/2 ont porté sur les questions suivantes que nous considérerons séparément, sans négliger d'établir, quand cela sera nécessaire, les liens naturels qui les unissent : (a) qualité de membre des nations participant à cette Conférence, (b) admission de nouveaux membres, (c) retrait, (d) suspension et expulsion.

RAPPORT DU RAPPORTEUR MEMBRES DU COMITE I/2

SUR LE CHAPITRE III

Le Chapitre III du Plan de Dumbarton Oaks était ainsi conçu :

"Devrait pouvoir être membre de l'Organisation tout Etat épris d'un idéal de Paix".

Ce texte qui a été élargi au cours de nos discussions le Comité I/2 désire le présenter à la Commission I, sous la forme suivante :

"Sont membres originaires de l'Organisation les Etats signataires de la Charte dont la ratification sera devenue effective conformément aux termes du Chapitre , Article .

"L'Organisation est ouverte à tous les Etats épris d'un idéal de paix qui, au jugement de l'Organisation, sont aptes et résolus à accepter et exécuter les obligations contenues dans la Charte."

"L'Organisation peut à tout moment suspendre l'exercice des droits et privilèges de membre de l'Organisation de tout membre à l'égard duquel le Conseil de Sécurité aura pris des mesures préventives ou coercitives, ou qui aura violé les principes de la Charte de façon grave ou réitérée. L'exercice de ces droits et privilèges peut être rétabli conformément à la procédure établie au Chapitre , paragraphe ."

Des imperfections de langage sont apparentes dans ce texte français, mais les redressements nécessaires seront opérés par les soins du Comité de Coordination.

Les travaux du Comité I/2 ont porté sur les questions suivantes que nous considérerons séparément, sans négliger d'établir, quand cela sera nécessaire, les liens naturels qui les unissent : (a) qualité de membre des nations participant à cette Conférence, (b) admission de nouveaux membres, (c) retrait, (d) suspension et expulsion.

Membres et admission de nouveaux membres

Les puissances invitantes n'avaient proposé aucun amendement au Chapitre III se rapportant aux membres, tandis que les Gouvernements suivants avaient soumis des amendements, observations et propositions au Comité: l'Australie, la Bolivie, le Brésil, le Chili, le Costa-Rica, l'Equateur, l'Egypte, la France, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, les Pays-Bas, la Norvège, le Commonwealth des Philippines, l'Uruguay et le Venezuela.

Abordons le premier paragraphe du texte que nous recommandons et rapprochons-le du deuxième paragraphe. Nous voyons qu'une distinction s'est établie entre les membres originaires et les membres à venir. Tandis que pour les premiers, la participation à l'Organisation est considérée comme acquise, celle des autres est soumise à des conditions. Il a été cependant bien compris que cette distinction n'impliquait aucune discrimination contre les membres futurs mais s'imposait par la nature des choses et servirait notamment à calmer les appréhensions de certaines nations ^{participant} qui ~~participent~~ à nos travaux, qui ne sont pas à proprement parler des Etats et ~~qui~~, de ce ~~dernier~~ fait, pourraient se voir ^{dénier} ~~nier~~ le droit d'être membres de l'Organisation.

Il nous faut seulement reconnaître que au deuxième paragraphe, l'emploi du mot "Etat" ne donne pas satisfaction à ceux qui préconisent l'incorporation future d'autres communautés.

~~En~~ ^{Passant} à la question de l'admission de nouveaux membres, nous signalerons que la délégation de l'Uruguay, au sujet de l'universalité, avait pris la position suivante: deux principes

Membres et admission de nouveaux membres

Les puissances invitantes n'avaient proposé aucun amendement au Chapitre III se rapportant aux membres, tandis que les Gouvernements suivants avaient soumis des amendements, observations et propositions au Comité: l'Australie, la Bolivie, le Brésil, le Chili, le Costa-Rica, l'Equateur, l'Egypte, la France, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, les Pays-Bas, la Norvège, le Commonwealth des Philippines, l'Uruguay et le Venezuela.

Abordons le premier paragraphe du texte que nous recommandons et rapprochons-le du deuxième paragraphe. Nous voyons qu'une distinction s'est établie entre les membres originaires et les membres à venir. Tandis que pour les premiers, la participation à l'Organisation est considérée comme acquise, celle des autres est soumise à des conditions. Il a été cependant bien compris que cette distinction n'impliquait aucune discrimination contre les membres futurs mais s'imposait par la nature des choses et servirait notamment à calmer les appréhensions de certaines nations qui participent à nos travaux, qui ne sont pas à proprement parler des Etats et qui, de ce dernier fait, pourraient se voir nier le droit d'être membres de l'Organisation.

Il nous faut seulement reconnaître que au deuxième paragraphe, l'emploi du mot "Etat" ne donne pas satisfaction à ceux qui préconisent l'incorporation future d'autres communautés.

En passant à la question de l'admission de nouveaux membres, nous signalerons que la délégation de l'Uruguay, au sujet de l'universalité, avait pris la position suivante: deux principes

Membres et admission de nouveaux membres

Les puissances invitantes n'avaient proposé aucun amendement au Chapitre III se rapportant aux membres, tandis que les Gouvernements suivants avaient soumis des amendements, observations et propositions au Comité: l'Australie la Bolivie, le Brésil, le Chili, le Costa-Rica, l'Equateur, l'Egypte, la France, le Guatemala, le Honduras, le Mexique, les Pays-Bas, la Norvège, le Commonwealth des Philippines, l'Uruguay et le Venezuela.

Abordons le premier paragraphe du texte que nous recommandons et rapprochons-le du deuxième paragraphe. Nous voyons qu'une distinction s'est établie entre les membres originaires et les membres à venir. Tandis que pour les premiers, la participation à l'Organisation est considérée comme acquise, celle des autres est soumise à des conditions. Il a été cependant bien compris que cette distinction n'impliquait aucune discrimination contre les membres futurs mais s'imposait par la nature des choses et servirait notamment à calmer les appréhensions de certaines nations qui participent à nos travaux, qui ne sont pas à proprement parler des Etats et qui, de ce dernier fait, pourraient se voir nier le droit d'être membres de l'Organisation.

Il nous faut seulement reconnaître que au deuxième paragraphe, l'emploi du mot "Etat" ne donne pas satisfaction à ceux qui préconisent l'incorporation future d'autres communautés.

En passant à la question de l'admission de nouveaux membres, nous signalerons que la délégation de l'Uruguay, au sujet de l'universalité, avait pris la position suivante: deux principes

THE UNITED NATIONS CONFERENCE
ON INTERNATIONAL ORGANIZATION

Toute fois, la discussion du Comité a été
de ^{sa part} ~~la~~ ^{la} ~~retrait~~ ^{la} ~~certains~~ ^{la} ~~car~~ ^{la} ~~déterm.~~
dans la Charte. Cependant, il a été jugé utile
et en admettant la possibilité dans certains cas
Au cours de la discussion, deux tendances d'insertion ont été
de la Charte. L'une a consisté à insérer la pré-
tente recommandation de l'Union en insérant le retrait

Mais le Comité s'est rallié à l'avis de
M. de Lamoignon, sur ce que le retranchement
pas été été mentionné dans la Charte mais ^{qu'il devait}
figurer plutôt ~~figurer~~ dans le rapport du Comité.
en état fait état
afin ~~de~~ de se reporter dans pour l'avis. ~~le rapport du Comité~~
le contraire si la majorité se soumettait à ce sujet.

#1) Malgré les arguments présentés à l'Affaire de ses deux classes le Comité s'est prononcé contre l'insertion dans la Charte d'une classe de Retrait.

#2) Afin de rendre plus facile l'adoption de la charte par la majorité de ses membres sur cette question le Comité a voté en faveur d'un ancrage formelle dans la présente charte du texte suivant :

devaient être admis, d'abord l'universalité de l'Organisation, c'est-à-dire que toutes les communautés devraient être membres de l'Organisation et ensuite la participation obligatoire, c'est-à-dire que le choix ne serait laissé à aucune nation d'entrer comme membre de l'Organisation ou de s'en retirer et, dans ces conditions, la question de l'expulsion ne se poserait même pas.

Cette position soutenue par diverses délégations a été combattue par d'autres qui ont pensé que l'universalité ainsi comprise était un idéal vers lequel il convenait de tendre, mais auquel il ne fallait pas s'attacher indéfectiblement.

En outre, le Comité eut à considérer deux autres problèmes fondamentaux: (1) le rapport existant entre la qualité de membre et l'observation des principes et des obligations mentionnés dans la Charte et (2) la mesure où il convient de déterminer les limites dans lesquelles l'Organisation exercerait son pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne l'admission de nouveaux membres.

Emprisons-nous de dire que l'opinion unanime du Comité était qu'une adhésion aux principes de la Charte et une acceptation totale des obligations qui en découlent étaient des conditions essentielles de la participation des Etats à l'Organisation.

Toutefois, deux tendances principales s'étaient manifestées dans les discussions. D'un côté, il y avait ceux qui se déclaraient en faveur de l'insertion dans la Charte de règles spéciales se rapportant au régime et à la politique des divers gouvernements, soulignant la nécessité de donner aux membres

devaient être admis, d'abord l'universalité de l'Organisation, c'est-à-dire que toutes les communautés devraient être membres de l'Organisation et ensuite la participation obligatoire, c'est-à-dire que le choix ne serait laissé à aucune nation d'entrer comme membre de l'Organisation ou de s'en retirer et, dans ces conditions, la question de l'expulsion ne se poserait même pas.

Cette position soutenue par diverses délégations a été combattue par d'autres qui ont pensé que l'universalité ainsi comprise était un idéal vers lequel il convenait de tendre, mais auquel il ne fallait pas s'attacher indéfectiblement.

En outre, le Comité eut à considérer deux autres problèmes fondamentaux: (1) le rapport existant entre la qualité de membre et l'observation des principes et des obligations mentionnés dans la Charte et (2) la mesure où il convient de déterminer les limites dans lesquelles l'Organisation exercerait son pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne l'admission de nouveaux membres.

Emprisons-nous de dire que l'opinion unanime du Comité était qu'une adhésion aux principes de la Charte et une acceptation totale des obligations qui en découlent étaient des conditions essentielles de la participation des Etats à l'Organisation.

Toutefois, deux tendances principales s'étaient manifestées dans les discussions. D'un côté, il y avait ceux qui se déclaraient en faveur de l'insertion dans la Charte de règles spéciales se rapportant au régime et à la politique des divers gouvernements soulignant la nécessité de donner aux membres

devaient être admis, d'abord l'universalité de l'Organisation, c'est-à-dire que toutes les communautés devraient être membres de l'Organisation et ensuite la participation obligatoire, c'est-à-dire que le choix ne serait laissé à aucune nation d'entrer comme membre de l'Organisation ou de s'en retirer et, dans ces conditions, la question de l'expulsion ne se poserait même pas.

Cette position soutenue par diverses délégations a été combattue par d'autres qui ont pensé que l'universalité ainsi comprise était un idéal vers lequel il convenait de tendre, mais auquel il ne fallait pas s'attacher indéfectiblement.

En outre, le Comité eut à considérer deux autres problèmes fondamentaux: (1) le rapport existant entre la qualité de membre et l'observation des principes et des obligations mentionnés dans la Charte et (2) la mesure où il convient de déterminer les limites dans lesquelles l'Organisation exercerait son pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne l'admission de nouveaux membres.

Emprisons-nous de dire que l'opinion unanime du Comité était qu'une adhésion aux principes de la Charte et une acceptation totale des obligations qui en découlent étaient des conditions essentielles de la participation des Etats à l'Organisation.

Toutefois, deux tendances principales s'étaient manifestées dans les discussions. D'un côté, il y avait ceux qui se déclaraient en faveur de l'insertion dans la Charte de règles spéciales se rapportant au régime et à la politique des divers gouvernements soulignant la nécessité de donner aux membres

faisant déjà part de l'Organisation l'assurance que les nouveaux membres seraient en mesure d'exécuter les obligations que leur imposerait la Charte, qu'ils seraient prêts à le faire et ne poursuivraient pas de politique contraire aux principes de l'Organisation. De l'autre côté, il y avait ceux qui soutenaient que la Charte ne devait pas sans raison limiter l'Organisation dans ses décisions concernant les demandes d'admission, et affirmaient que l'Organisation elle-même serait mieux inspirée pour juger de l'aptitude des candidats à l'admission.

Les termes "tous les Etats épris d'un idéal de paix", généralement jugés insuffisants, ont été maintenus mais définis. L'expression était loin d'être inadéquate; elle reflétait bien l'idéal qui animait les fondateurs de la Charte.

Mais il ne suffisait pas de se déclarer épris d'un idéal de paix. Quelle nation a jamais avoué d'autres sentiments? Il fallait aussi prouver deux choses: qu'on était prêt à accepter et à exécuter les obligations de la Charte et qu'on était en mesure de les accepter et de les exécuter.

C'était dire clairement que l'admission d'un membre nouveau serait soumise à un examen, mais le Comité ne crût pas devoir recommander l'énumération des éléments qui seraient à considérer dans cet examen. On ne perdait pas de vue les difficultés qu'il y aurait à évaluer les institutions politiques des Etats et l'on craignait que la mention dans la Charte d'un examen de cette nature ne portât atteinte aux principes de la non-intervention ou si l'on aime mieux, de la non-ingérence. Cela n'impliquait pas cependant, que lorsqu'il s'agirait de se former un jugement sur l'opportunité de l'admission d'un membre nouveau, des considérations de tout ordre ne pussent entrer en ligne de compte.

faisant déjà part de l'Organisation l'assure que les nouveaux membres seraient en mesure d'exécuter les obligations que leur imposerait la Charte, qu'ils seraient prêts à le faire et ne poursuivraient pas de politique contraire aux principes de l'Organisation. De l'autre côté, il y avait ceux qui soutenaient que la Charte ne devait pas sans raison limiter l'Organisation dans ses décisions concernant les demandes d'admission, et affirmaient que l'Organisation elle-même serait mieux inspirée pour juger de l'aptitude des candidats à l'admission.

Les termes "tous les Etats épris d'un idéal de paix", généralement jugés insuffisants, ont été maintenus mais définis. L'expression était loin d'être inadéquate; elle reflétait bien l'idéal qui animait les fondateurs de la Charte.

Mais il ne suffisait pas de se déclarer épris d'un idéal de paix. Quelle nation a jamais avoué d'autres sentiments? Il fallait aussi prouver deux choses: qu'on était prêt à accepter et à exécuter les obligations de la Charte et qu'on était en mesure de les accepter et de les exécuter.

C'était dire clairement que l'admission d'un membre nouveau serait soumise à un examen, mais le Comité ne crût pas devoir recommander l'énumération des éléments qui seraient à considérer dans cet examen. On ne perdait pas de vue les difficultés qu'il y aurait à évaluer les institutions politiques des Etats et l'on craignait que la mention dans la Charte d'un examen de cette nature ne portât atteinte aux principes de la non-intervention ou si l'on aime mieux, de la non-ingérence. Cela n'impliquait pas cependant, que lorsqu'il s'agissait de se former un jugement sur l'opportunité de l'admission d'un membre nouveau, des considérations de tout ordre ne pussent entrer en ligne de compte.

faisant déjà part. de l'Organisation l'assu ce que les nouveaux membres seraient en mesure d'exécuter les obligations que leur imposerait la Charte, qu'ils seraient prêts à le faire et ne poursuivraient pas de politique contraire aux principes de l'Organisation. De l'autre côté, il y avait ceux qui soutenaient que la Charte ne devait pas sans raison limiter l'Organisation dans ses décisions concernant les demandes d'admission, et affirmaient que l'Organisation elle-même serait mieux inspirée pour juger de l'aptitude des candidats à l'admission.

Les termes "tous les Etats épris d'un idéal de paix", généralement jugés insuffisants, ont été maintenus mais définis. L'expression était loin d'être inadéquate; elle reflétait bien l'idéal qui animait les fondateurs de la Charte.

Mais il ne suffisait pas de se déclarer épris d'un idéal de paix. Quelle nation a jamais avoué d'autres sentiments? Il fallait aussi prouver deux choses: qu'on était prêt à accepter et à exécuter les obligations de la Charte et qu'on était en mesure de les accepter et de les exécuter.

C'était dire clairement que l'admission d'un membre nouveau serait soumise à un examen, mais le Comité ne crût pas devoir recommander l'énumération des éléments qui seraient à considérer dans cet examen. On ne perdait pas de vue les difficultés qu'il y aurait à évaluer les institutions politiques des Etats et l'on craignait que la mention dans la Charte d'un examen de cette nature ne portât atteinte aux principes de la non-intervention ou si l'on aime mieux, de la non-ingérence. Cela n'impliquait pas cependant, que lorsqu'il s'agirait de se former un jugement sur l'opportunité de l'admission d'un membre nouveau, des considérations de tout ordre ne pussent entrer en ligne de compte.

Ici, nous voudrions nous rapporter à un amendement français visant la neutralité. Le Délégué Français en le soutenant, avait déclaré que la neutralité était incompatible avec la qualité de membres. C'est ce qu'impliquait le paragraphe 2 en question, puisqu'un Etat neutre, s'il était conséquent avec lui-même, ne pourrait pas remplir certaines des obligations les plus importantes de la Charte, notamment celle de prêter main forte pour repousser ou punir un agresseur. Le Comité a considéré que cette incompatibilité, si elle devait être expressément mentionnée dans la Charte, devrait l'être plutôt au Chapitre II et a envoyé au Comité I/1 l'amendement français.

Pour conclure nos commentaires sur le Chapitre III, nous devrions ajouter que ses dispositions sont devenues plus flexibles. Désormais, elles énoncent plus clairement que dans le texte original de Dumbarton Oaks les vœux des nations réunies à cette Conférence et elles ferment la porte à des interprétations douteuses de l'expression "épris d'un idéal de paix" qui, comme l'avait si bien dit le distingué Délégué de l'Uruguay, n'a aucun sens juridique.

Retrait, expulsion et suspension des membres

Les questions de retrait, d'expulsion et de suspension avaient en commun le problème suivant:

Un Etat-membre peut-il cesser d'être membre, soit de sa propre initiative, soit à la suite de mesures prises contre lui par l'Organisation ?

Les arguments contre le retrait étaient: (1) qu'il serait contraire à l'idée d'universalité. (Mais, l'universalité, comme on l'a vu, n'a été généralement acceptée que comme un idéal vers

Ici, nous voudrions nous rapporter à un amendement français visant la neutralité. Le Délégué Français en le soutenant, avait déclaré que la neutralité était incompatible avec la qualité de membres. C'est ce qu'impliquait le paragraphe 2 en question, puisqu'un Etat neutre, s'il était conséquent avec lui-même, ne pourrait pas remplir certaines des obligations les plus importantes de la Charte, notamment celle de prêter main forte pour repousser ou punir un agresseur. Le Comité a considéré que cette incompatibilité, si elle devait être expressément mentionnée dans la Charte, devrait l'être plutôt au Chapitre II et a envoyé au Comité I/1 l'amendement français.

Pour conclure nos commentaires sur le Chapitre III, nous devrions ajouter que ses dispositions sont devenues plus flexibles. Désormais, elles énoncent plus clairement que dans le texte original de Dumbarton Oaks les vœux des nations réunies à cette Conférence et elles ferment la porte à des interprétations douteuses de l'expression "épris d'un idéal de paix" qui, comme l'avait si bien dit le distingué Délégué de l'Uruguay, n'a aucun sens juridique.

Retrait, expulsion et suspension des membres

Les questions de retrait, d'expulsion et de suspension avaient en commun le problème suivant:

Un Etat-membre peut-il cesser d'être membre, soit de sa propre initiative, soit à la suite de mesures prises contre lui par l'Organisation ?

Les arguments contre le retrait étaient: (1) qu'il serait contraire à l'idée d'universalité. (Mais, l'universalité, comme on l'a vu, n'a été généralement acceptée que comme un idéal vers

lequel il fallait se contenter pour l'instant de tendre).

(2) Que le retrait procurerait aux membres récalcitrants la possibilité d'obtenir des concessions de l'Organisation en menaçant de la quitter. (3) Que le retrait serait un moyen d'échapper à ses obligations en quittant l'Organisation.

Toutefois, la décision du Comité a été de ne pas prévoir et de ne pas interdire expressément le retrait. Car il a été observé que si le fait par un état de se retirer de l'Organisation peut signifier, comme nous l'avons dit, que cet état se propose d'agir contrairement aux principes de l'Organisation, il est également vrai qu'un état peut vouloir se retirer simplement parce que l'Organisation se serait révélée incapable d'atteindre les buts pour lesquels elle a été créée. D'autre part l'interdiction du retrait supposerait l'application de sanctions contre les membres qui décideraient de se retirer et une telle disposition pourrait dans certains cas paraître excessive ou de réalisation difficile.

Il a été reconnu que l'omission de se référer au retrait dans le Plan de Dumbarton Oaks était voulue par les Puissances invitantes. Au cours des débats qui ont eu lieu sur ce point, on a pu cependant noter que tandis que certains délégués voyaient dans cette omission une preuve que les puissances invitantes étaient opposées au retrait, d'autres interprétaient l'omission comme exprimant le désir de permettre à l'Organisation d'étudier à la lumière des circonstances de l'heure, les cas de retrait qui pourraient se présenter.

Le Sous-comité proposa le 23 mai dans son rapport au Comité

lequel il fallait se contenter pour l'instant de tendre).

(2) Que le retrait procurerait aux membres récalcitrants la possibilité d'obtenir des concessions de l'Organisation en menaçant de la quitter. (3) Que le retrait serait un moyen d'échapper à ses obligations en quittant l'Organisation.

Toutefois, la décision du Comité a été de ne pas prévoir et de ne pas interdire expressément le retrait. Car il a été observé que si le fait par un état de se retirer de l'Organisation peut signifier, comme nous l'avons dit, que cet état se propose d'agir contrairement aux principes de l'Organisation, il est également vrai qu'un état peut vouloir se retirer simplement parce que l'Organisation se serait révélée incapable d'atteindre les buts pour lesquels elle a été créée. D'autre part l'interdiction du retrait supposerait l'application de sanctions contre les membres qui décideraient de se retirer et une telle disposition pourrait dans certains cas paraître excessive ou de réalisation difficile.

Il a été reconnu que l'omission de se référer au retrait dans le Plan de Dumbarton Oaks était voulue par les Puissances invitantes. Au cours des débats qui ont eu lieu sur ce point, on a pu cependant noter que tandis que certains délégués voyaient dans cette omission une preuve que les puissances invitantes étaient opposées au retrait, d'autres interprétaient l'omission comme exprimant le désir de permettre à l'Organisation d'étudier à la lumière des circonstances de l'heure, les cas de retrait qui pourraient se présenter.

Le Sous-comité proposa le 23 mai dans son rapport au Comité

lequel il fallait se contenter pour l'instant de tendre).

(2) Que le retrait procurerait aux membres récalcitrants la possibilité d'obtenir des concessions de l'Organisation en menaçant de la quitter. (3) Que le retrait serait un moyen d'échapper à ses obligations en quittant l'Organisation.

Toutefois, la décision du Comité a été de ne pas prévoir et de ne pas interdire expressément le retrait. Car il a été observé que si le fait par un état de se retirer de l'Organisation peut signifier, comme nous l'avons dit, que cet état se propose d'agir contrairement aux principes de l'Organisation, il est également vrai qu'un état peut vouloir se retirer simplement parce que l'Organisation se serait révélée incapable d'atteindre les buts pour lesquels elle a été créée. D'autre part l'interdiction du retrait supposerait l'application de sanctions contre les membres qui décideraient de se retirer et une telle disposition pourrait dans certains cas paraître excessive ou de réalisation difficile.

Il a été reconnu que l'omission de se référer au retrait dans le Plan de Dumbarton Oaks était voulue par les Puissances invitantes. Au cours des débats qui ont eu lieu sur ce point, on a pu cependant noter que tandis que certains délégués voyaient dans cette omission une preuve que les puissances invitantes étaient opposées au retrait, d'autres interprétaient l'omission comme exprimant le désir de permettre à l'Organisation d'étudier à la lumière des circonstances de l'heure, les cas de retrait qui pourraient se présenter.

Le Sous-comité proposa le 23 mai dans son rapport au Comité